

Les Moissons du futur

16 octobre 2012 / par Villalard



Introduction du livre de Marie-Monique Robin, Les Moissons du futur :

.....

« Ne faisons pas croire aux Français que l'on pourra cultiver des pommes, des poires ou des fruits sans aucun pesticide : ça a toujours existé et ça continuera d'exister, parce que sinon vous ne produirez pas suffisamment de produits et puis vous aurez des vers, vous aurez d'autres risques d'intoxication alimentaire liés à l'absence d'utilisation de pesticides. » C'était le 21 février 2011, dans l'émission « Mots croisés » de France 2, animée par Yves Calvi. Intitulé « Du poison dans nos assiettes », le débat de ce soir-là réunissait Bruno Le Maire, le ministre de

l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire, qui a prononcé cette phrase, Jean-René Buisson, le président de l'Association nationale des industries alimentaires (ANIA)[1], José Bové, député européen d'Europe Écologie Les Verts, et moi-même. J'avais été invitée à l'occasion de la sortie de mon film et livre Notre poison quotidien[i][2], où je démontrais l'inefficacité de la réglementation des produits chimiques qui contaminent la chaîne alimentaire, comme les pesticides, les additifs ou les plastiques alimentaires.

« Il n'y a pas d'alternative »

Comme on pouvait s'y attendre, l'échange avec mes deux contradicteurs avait été vif, notamment quand nous avons abordé l'impact des fameux « produits phytosanitaires », selon l'euphémisme de rigueur, sur les agriculteurs qui les utilisent, mais aussi sur nous les consommateurs qui en ingérons quotidiennement des résidus (sauf si nous mangeons bio). Se voulant rassurant, Bruno Le Maire avait affirmé que « nous avons le système de normes le plus strict au monde en matière de contrôle sanitaire », sans préciser d'où il tenait cette « information » (sur quels critères pourrait-on se fonder pour effectuer une telle comparaison ?) ; puis, il avait évoqué le « chemin parcouru » : « Il y avait 1 000 substances chimiques autorisées en Europe en 2000 pour cultiver des produits agricoles, aujourd'hui, il n'y en a plus que 250. » En clair : 750 pesticides hautement toxiques ont récemment été retirés du marché, après avoir empoisonné notre environnement pendant des décennies. Malheureusement, dans le feu du débat, je n'ai pas eu l'occasion de rappeler au ministre de Nicolas Sarkozy qu'en 2010, il avait demandé à l'Union européenne de lui accorder soixante-quatorze dérogations pour que les agriculteurs français puissent utiliser des pesticides interdits[3]...

Toujours est-il que sur le plateau de France 2, Bruno Le Maire avait affirmé avec l'aplomb du « spécialiste » qu'il n'est pas possible de « cultiver des pommes, des poires ou des fruits sans aucun pesticide », avant d'ajouter : « Le risque majeur, c'est d'affaiblir l'agriculture française, de faire baisser la production française et de nous retrouver en situation de dépendance alimentaire vis-à-vis de pays qui, eux, ne respectent absolument pas les normes sanitaires ou environnementales. » Enfonçant le clou, Jean-René Buisson, l'ancien secrétaire général du groupe Danone, qui préside l'ANIA depuis 2004, avait, de son côté, martelé : « Il faut rappeler, aujourd'hui, qu'il n'y a pas, aujourd'hui (sic), de solution totalement alternative aux pesticides.

Et d'autre part : comment on nourrit les gens ? Je vous rappelle les chiffres : si on fait des produits absolument sans pesticides aujourd'hui, c'est 40 % de production en moins, 50 % de coûts en plus. » « Diantre ! », m'étais-je dit, les chiffres avancés par Buisson ont l'air sérieux ! Et je m'étais juré d'en rechercher la source, car, bien sûr, le patron de l'industrie agroalimentaire s'était bien gardé de la fournir. C'est notamment pour vérifier la validité des pourcentages assésés, la main sur le cœur, par Jean-René Buisson que j'ai décidé de réaliser l'enquête qui est à l'origine de ce livre.

En transcrivant les paroles des deux défenseurs de l'agriculture chimique, j'ai repensé au livre *Il n'y a pas d'alternative*, de l'économiste Bertrand Rothé et du cinéaste et romancier Gérard Mordillat, publié deux mois après l'émission de France 2[ii]. Reprenant la fameuse expression de Margaret Thatcher, « There is no alternative »[4], les deux auteurs y analysent trente ans de discours libéral et montrent comment « TINA » – l'acronyme de « There is no alternative » – est devenu depuis une trentaine d'années une « arme rhétorique redoutable », que les « élites économiques européennes vont répéter et faire répéter par tous les médias jusqu'à ce qu'il soit entendu comme une vérité révélée » : « Il n'y a pas d'alternative au capitalisme, au marché, à la mondialisation, à la déréglementation financière, aux baisses de salaires, aux délocalisations, à la disparition des protections sociales, etc. Cette idéologie va infester les sociétés occidentales, provoquer le déclassement social du plus grand nombre et des profits gigantesques pour quelques-uns. »

« Que voulez-vous, il faut être réaliste ! Il n'y a pas d'alternative aux pesticides ! » Combien de fois ai-je entendu cette « vérité révélée », pour reprendre l'expression de Bertrand Rothé et de Gérard Mordillat, assortie généralement d'un argument culpabilisant : si on renonce aux biocides, « on ne pourra pas nourrir la France » (Le Maire) ni « le monde » (Buisson). L'assertion représente l'un des outils de communication favoris de Monsanto, le leader mondial des organismes génétiquement modifiés (OGM), qui, dès juin 1998, inondait la presse européenne de cet encart, conçu par l'agence de communication britannique Bartle Bogle Hegarty : « Nous sommes à l'aube d'un nouveau millénaire et nous rêvons tous de lendemains sans faim. Pour réaliser ce rêve, nous devons accueillir la science qui promet l'espoir. La biotechnologie est l'outil du futur. Freiner son acceptation est un luxe que le monde affamé ne peut pas se permettre », ainsi que je l'ai rapporté dans mon livre *Le Monde selon Monsanto*[iii].

Moralisateur – qui oserait s’opposer à des « technologies », les pesticides ou les OGM[5], censées résoudre le fléau de la faim ? –, l’argument comprend, cependant, une zone d’ombre que ses énonciateurs sont prompts à oublier : promu sans relâche depuis un demi-siècle, le modèle agroindustriel n’est pas parvenu à « nourrir le monde ». Loin s’en faut. D’après la FAO, l’Organisation des Nations unies pour l’alimentation et l’agriculture, 925 millions de personnes souffraient de la faim en 2010, tandis que la malnutrition et les maladies qui y sont associées tuent, chaque année, 7 millions d’enfants. Dans son livre *Destruction massive, géopolitique de la faim*, où il cite ces chiffres, Jean Ziegler, qui fut rapporteur des Nations unies pour le droit à l’alimentation de 2000 à 2008, dénonce la « doxa néolibérale sur la fatalité des hécatombes ». « La destruction, chaque année, de dizaines de millions d’hommes, de femmes et d’enfants par la faim constitue le scandale de notre siècle, écrit-il avec sa franchise légendaire. Toutes les cinq secondes, un enfant de moins de dix ans meurt de faim. Sur une planète qui regorge pourtant de richesses. Dans son état actuel, en effet, l’agriculture mondiale pourrait nourrir sans problème 12 milliards d’êtres humains, soit deux fois la population actuelle. Il n’existe donc à cet égard aucune fatalité. Un enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné[iv]. » Et de conclure : « La faim est faite de main d’hommes, et peut être vaincue par les hommes[v]. »

Quand on referme l’ouvrage de celui qui « entretient sa colère en voyant la misère des pays[vi] », on se dit que le « TINA » de Le Maire, Buisson et consorts est un peu court et qu’au minimum les recettes chimiques qu’ils brandissent comme la panacée universelle appellent à un peu plus de modestie. Non, l’agriculture industrielle, malgré les sommes colossales englouties pour la développer, voire l’imposer, du Nord au Sud de la planète, n’est pas parvenue à nourrir l’humanité ! Et si le modèle qu’elle incarne représentait, au contraire, l’une des causes principales de la progression de la faim ? Si j’ai décidé de mener l’enquête, qui constitue la matière de ce livre, c’est aussi pour voir ce qui se cache derrière les « TINA » répétés à l’envi pas les vendeurs des poisons agricoles et leurs relais politiques.

« L’agroécologie peut nourrir le monde »

Deux semaines après l’émission « Mots croisés », j’étais au Palais des Nations unies de Genève pour assister à un événement qui m’a définitivement convaincue que je devais reprendre la route. Le 8 mars 2011, en effet, Olivier de Schutter, le successeur de Jean Ziegler au poste de

rapporteur spécial des Nations unies pour le droit à l'alimentation, présentait un rapport intitulé Agroécologie et droit à l'alimentation, qui fut largement commenté dans la presse internationale[vii]. D'une durée de sept minutes, ainsi que l'exige le règlement de l'ONU, l'allocution du juriste belge a été prononcée devant le Conseil des droits de l'homme, réuni en séance plénière. Je reviendrai longuement sur le travail d'Olivier de Schutter, que j'ai eu le privilège de rencontrer à Genève, Mexico, New York et Accra (Ghana), mais je me contenterai de citer ici un extrait de sa présentation, qui a dû passablement irriter les adeptes de l'agriculture chimique.

« Je présente ce rapport à un moment où les prix alimentaires mondiaux ont augmenté pendant huit mois consécutifs, a commencé l'expert onusien. Les prix à l'exportation des principales céréales ont crû d'au moins 70 % depuis février 2010. [...] Or, cette crise n'est pas le résultat de quelques accidents isolés. [...] La crise que nous affrontons n'est pas seulement une crise de l'offre, c'est aussi une crise de la pauvreté : il faut augmenter les revenus dans les zones rurales, où résident 75 % des personnes les plus pauvres, afin qu'elles puissent se nourrir dignement. C'est une crise de la nutrition. [...] Et enfin, c'est une crise écologique : des méthodes de production non durables accélèrent le changement climatique et la dégradation des sols et épuisent les réserves d'eau douce, menaçant à terme notre capacité à nourrir la planète. [...] Au sein de la communauté scientifique, un constat s'impose : il faut changer de cap. Les recettes anciennes ne valent plus aujourd'hui. Les politiques de soutien à l'agriculture visaient à orienter celle-ci vers l'agriculture industrielle. Il faut à présent qu'elles s'orientent vers l'agroécologie, partout où cela est possible. »

Puis l'expert onusien a évoqué les « quatre atouts majeurs de l'agroécologie », avant d'inviter les « États qui sont attachés à la réalisation du droit à l'alimentation » à « transformer en programme d'action gouvernementale cette vision d'une agriculture nourricière et productive, créatrice de prospérité dans les campagnes et dans les villes, moins dépendante du pétrole et plus résistante aux extrêmes climatiques ». Après les affirmations intempestives de Bruno le Maire et de Jean-René Buisson, le lecteur reconnaîtra que j'avais de quoi être troublée !

Qu'est-ce que l'agroécologie et en quoi constitue-t-elle une solution aux défis que l'humanité aura à relever au cours du xxie siècle ? Ma nouvelle enquête vise précisément à vérifier sur le terrain le « potentiel de l'agroécologie pour faire reculer la faim et la pauvreté », selon les mots

d'Olivier de Schutter.

« La maison brûle »

« Notre maison brûle, et nous regardons ailleurs. » Cette phrase prononcée par le président Jacques Chirac le 2 septembre 2002, lors du Sommet de la Terre de Johannesburg (Afrique du Sud) a été reprise, mais détournée, dans un éditorial du journal Le Monde du 8 avril 2012. « La maison brûle, mais ils regardent ailleurs », titrait le quotidien du soir. Oui, mille fois oui ! Combien de fois ai-je « pesté » pendant la campagne électorale française du printemps 2012, enrageant de voir à quel point les candidats à la charge suprême étaient sourds aux « avertissements lancés de tous côtés, sans cesse plus nombreux et argumentés », ainsi que l'écrivait mon confrère qui ajoutait : « Pas un mois ou presque sans qu'une étude scientifique pointe tel ou tel dérèglement progressif, insistant et, au bout du compte, inquiétant. »

En préparant ce livre, j'ai relu des dizaines de coupures de journaux, accumulées au cours des dernières années, et ayant trait à l'évolution de la planète. Je les ai classés par thème : « crise du climat », « crise de la biodiversité », « crise de l'eau », « crise alimentaire », « crise énergétique », « crise sanitaire », « crise financière ». Et, de fait, tous les signaux sont au rouge. Étroitement imbriquées, toutes ces crises sont l'expression d'un système économique dévastateur qui nous mène droit dans le mur si nous ne changeons pas de toute urgence de paradigme. Car les défis à relever sont énormes : d'après la FAO, il faudra augmenter la production agricole de 70 %, si l'on veut nourrir les 9 milliards d'habitants que comptera le monde en 2050. Comment y parvenir sans épuiser définitivement les ressources de la planète ?

C'est à cette question, fondamentale pour la survie de l'humanité, que tente de répondre ce livre. Contrairement à mes ouvrages précédents, celui-ci ne vise pas à l'exhaustivité, car je l'ai conçu comme un carnet de voyages, où j'assume pleinement le choix des histoires que j'ai décidé de raconter ou celui des témoins que j'ai rencontrés : des agriculteurs – chaque expérience agroécologique présentée est incarnée par un paysan et/ou une paysanne –, des scientifiques qui travaillent dans le domaine de l'agroécologie et des représentants des organisations internationales. Inutile d'y chercher des interviews de représentants de l'industrie chimique ou des promoteurs du modèle agroindustriel : il n'y en a pas. D'abord parce que j'ai longuement exposé leurs arguments dans mes films et livres précédents ; et puis parce que je voulais avant tout répondre à la question que l'on me pose régulièrement lors des multiples

débats ou conférences auxquels j'ai participé depuis plusieurs années : « Peut-on faire autrement ? »

Que le lecteur soit rassuré : les alternatives existent, ainsi que le prouvent les nombreuses pratiques agroécologiques que j'ai pu observer dans les neuf pays où je me suis rendue (Mexique, États-Unis, Kenya, Malawi, Sénégal, Allemagne, France, Inde, Japon). Oui, on peut nourrir le monde, si on pratique une agriculture biologique à hauteur d'homme, ainsi que nous l'ont enseigné il y a déjà plusieurs décennies les pères fondateurs de l'agriculture biologique, comme Albert Howard, Rudolf Steiner, Hans et Maria Müller, Hans Peter Rusch et Masanobu Fukuoka, qui m'ont accompagnée tout au long de ce livre. À condition aussi que l'on donne les moyens aux paysans et aux scientifiques de travailler ensemble, pour que le spectre de la faim, mais aussi de la malbouffe, ne soit plus qu'un mauvais souvenir. À condition enfin que l'on revoie de fond en comble le système de distribution des aliments, en l'arrachant des mains des multinationales et des spéculateurs.

Dans cette indispensable évolution, chacun de nous a un rôle à jouer, car plus que jamais l'acte de consommation est un acte politique. Faute de quoi, nous finirons tous comme le troupeau de Panurge si bien décrit par Rabelais : « Panurge, sans autre chose dire, jette en pleine mer son mouton criant et bêlant. Tous les autres moutons, criant et bêlant en pareille intonation, commencèrent soi jeter et sauter en mer après, à la file. La foule était à qui premier y sauterait après leur compagnon. Possible n'était les en garder, comme vous savez être du mouton le naturel, toujours suivre le premier, quelque part qu'il aille[viii]... »

.....

Notes

[1] L'ANIA représente 10 500 entreprises de l'agroalimentaire, dont les géants du secteur comme Danone, Pernod-Ricard, Bonduelle, Bongrain ou Lactalis. En 2008, elles comptaient 412 500 salariés pour un chiffre d'affaires de 163 milliards d'euros.

[2] Toutes les notes de référence sont classées par chapitre, en fin de ce livre.

[3] Un rapport publié en janvier 2011 par *Génération futures* et *Pesticides Action Network Europe* a révélé qu'en Europe le recours aux dérogations pour utiliser des pesticides interdits avait augmenté de 500 % entre 2007 et 2010. La directive européenne sur les pesticides (91/414) comporte en effet un article, le 8.4, qui permet d'obtenir une « *dérogation de cent vingt jours* », donnant la possibilité à un État membre d'utiliser des pesticides interdits « *en cas de danger imprévisible* ». On est ainsi passé en Europe de cinquante-neuf dérogations en 2007 à trois cent vingt et un en 2010, dont soixante-quatorze pour la France (*Génération futures* et *Pesticides Action Network Europe*, « *La question des dérogations accordées dans le cadre de la législation européenne sur les pesticides* », 26 janvier 2011).

[4] Nommée Premier ministre en 1980, celle qu'on surnomma la « *dame de fer* » a prononcé cette expression la première fois le 25 juin 1980, lors d'une conférence de presse au 10, Downing Street devant les correspondants de la presse américaine.

[5] Les OGM cultivés aujourd'hui dans le monde sont des plantes pesticides : ils ont été manipulés génétiquement pour pouvoir être arrosés d'herbicides (qui les épargnent tout en éliminant les autres végétaux), comme le Roundup de Monsanto, ou pour produire en permanence un insecticide, appelé Bt, comme le maïs MON810 de Monsanto.

Notes de l'introduction

[i] Marie-Monique Robin, *Notre poison quotidien. Comment (et pourquoi) l'industrie chimique a provoqué l'épidémie des maladies de l'époque moderne*, La Découverte/Arte Éditions, Paris, 2011. Le documentaire du même titre a été diffusé sur Arte le 15 mars 2011.

[ii] Bertrand Rothé et Gérard Mordillat, *Il n'y a pas d'alternative ! Trente ans de propagande économique*

, Seuil, Paris, 2011.

[iii] Marie-Monique Robin, *Le Monde selon Monsanto. De la dioxine aux OGM, une multinationale qui vous veut du bien*, La Découverte/Arte Éditions, Paris, 2008, p. 214.

[iv] Jean Ziegler, *Destruction massive, géopolitique de la faim*, Seuil, Paris, 2011, p. 13 et 19.

[v] Ibid., p. 20.

[vi] Cité par Vittorio de Filippis, Libération, 26 novembre 2011.

[vii] Olivier de Schutter, *Agroécologie et droit à l'alimentation. Rapport du rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation*, Conseil des droits de l'homme, seizième session, point 3 de l'ordre du jour, A/HRC/16/49.

[viii] Extrait du *Quart Livre* de Rabelais (cité par Pierre Le Hir, Le Monde, 6 février 2011).

Les moissons du futur, Marie-Monique Robin, [La Découverte](#), 192 p., 19,50 €. Le livre est la version du [film éponyme](#)

Source : [Arte Blog](#)

Consulter par ailleurs : [La bibliothèque de Reporterre](#)

- Emplacement : Accueil > À découvrir >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Les-Moissons-du-futur>